



Consommation par habitant : la France au-dessus de la moyenne de l'UE

En 2018, en France, la consommation effective des ménages en volume par habitant est supérieure de 7 % à la moyenne de l'Union européenne (UE). Elle est proche de celle de la plupart des pays de l'ouest et du nord de l'Europe. Les Français consomment davantage que les autres européens dans les domaines de la santé, de l'éducation, des communications, du logement et des transports. Cette consommation supérieure en volume n'est pas liée à des niveaux de prix plus bas : au contraire, les prix des biens et services consommés en France dépassent de 7 % la moyenne européenne. Depuis 1995, les écarts relatifs de niveaux de consommation ont diminué de moitié et ceux de niveaux de prix d'un tiers. La convergence a été quasi continue, sauf pendant la période 2009-2015 pour les prix. Les niveaux de consommation et de prix restent cependant variables d'un pays à l'autre, respectivement dans des rapports de un à deux et de un à trois.

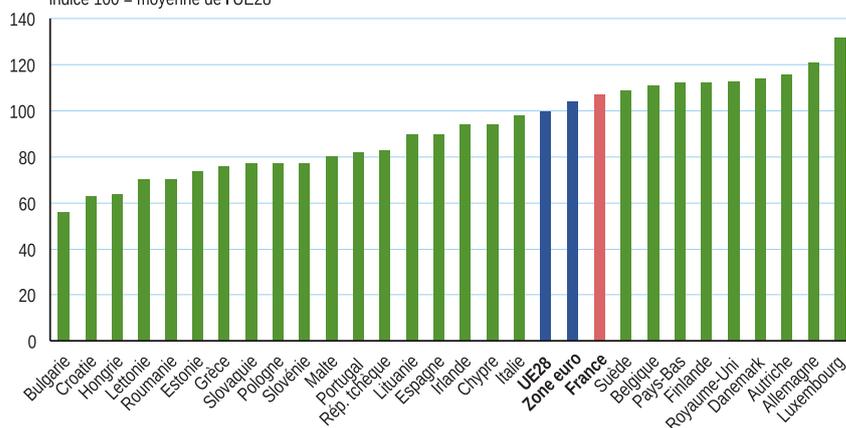
Solenn Ily, Luc Sauvadet (division Synthèses des biens et des services, Insee)

Pour comparer de manière pertinente le niveau de consommation par habitant au sein de l'Union européenne (UE), il est indispensable de raisonner en **parités de pouvoir d'achat (PPA)**. Ceci permet d'égaliser les pouvoirs d'achat des différentes monnaies en neutralisant les différences de prix entre pays et de calculer des volumes de consommation par habitant comparables d'un pays à l'autre. Il est par ailleurs préférable de se placer sur le champ de la **consommation effective** des ménages, en considérant l'ensemble des biens et services que les ménages consomment, que la dépense leur incombe ou qu'elle soit prise en charge par les administrations publiques (État, collectivités territoriales et organismes de sécurité sociale) ; cela concerne notamment l'éducation, la santé et le logement. En 2018, les **volumes de consommation effective** par habitant vont du simple au double dans l'UE. La France appartient au groupe des 10 pays de l'ouest et du nord de l'Europe dont la consommation effective par habitant est supérieure à la moyenne (Luxembourg, Allemagne, Autriche, Danemark,

Royaume-Uni, Finlande, Pays-Bas, Belgique, Suède et France). La France se situe 7 % au-dessus de la moyenne (*figure 1*) et occupe ainsi la 10^e place. Le Luxembourg et l'Allemagne se détachent plus nettement de la moyenne (respectivement de 32 % et 21 %). L'Italie et l'Espagne se situent en dessous (respectivement de 2 % et 10 %).

Dans la majorité des **pays de l'Europe centrale et orientale (Peco)**, notamment la Croatie, la Hongrie, la Lettonie et la Roumanie, la consommation par habitant est nettement inférieure à la moyenne (de -30 % à -37 %). La Bulgarie a le niveau le plus faible (-44 %). En restreignant la comparaison à des pays plus homogènes, la France a une

1 Volume de la consommation effective des ménages par habitant en 2018
indice 100 = moyenne de l'UE28



Source : Eurostat

2 Volume de la consommation effective des ménages par habitant par catégorie de produits en 2018

	Allemagne	Espagne	France	Italie	indice 100 = moyenne de l'UE28 Royaume- Uni	Rang de la France dans l'UE28
Consommation individuelle effective	121	90	107	98	113	10
Alimentation et boissons non alcoolisées	103	96	104	111	95	9
Boissons alcoolisées, tabac et narcotiques	105	100	94	119	75	20
Vêtements et chaussures	119	90	77	131	164	16
Logement, eau, électricité, gaz	105	89	110	111	94	6
Ameublement, équipement ménager et entretien	145	70	91	115	126	13
Santé	133	70	128	79	91	4
Transports	129	95	109	101	124	7
Communication	135	67	112	87	95	9
Loisirs et culture	116	81	99	74	177	10
Éducation	97	96	114	87	106	6
Hôtels, cafés et restaurants	70	211	80	123	117	14
Autres biens et services	148	73	123	74	116	7

Source : Eurostat.

consommation par tête légèrement supérieure à la moyenne des 15 premiers pays entrés dans l'UE (ou UE15, + 1 %) et à celle des pays de la zone euro (+ 3 %).

En France, des consommations parmi les plus élevées en santé et en éducation

La France se distingue par une consommation effective par tête en santé dépassant de 28 % la moyenne de l'UE (figure 2). Elle se situe ainsi en 4^e position, légèrement derrière la Belgique, l'Allemagne et le Danemark, mais très loin devant le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne. Les prix des biens et services médicaux (avant remboursement) sont modérés en France, légèrement inférieurs à la moyenne.

En France, la consommation effective par habitant en éducation est supérieure de 14 % à la moyenne. Elle se situe devant celle du Royaume-Uni (6 % au-dessus de la moyenne). Elle est beaucoup plus élevée que celles de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie.

Par ailleurs, la part des dépenses de consommation prises en charge par les administrations publiques (principalement en santé, éducation et logement) dans la consommation effective des ménages est plus importante en France (22 %) que dans l'ensemble de l'UE (19 %).

Des consommations en communication, logement et transports au-dessus de la moyenne

En France, pour les biens et services de communication, la consommation par habitant dépasse de 12 % la moyenne de l'UE, loin devant l'Italie, le Royaume-Uni et surtout l'Espagne, mais nettement derrière l'Allemagne.

Pour le logement, elle est supérieure de 10 % à la moyenne, presque à égalité avec l'Italie, mais devant l'Allemagne (5 % au-dessus de la moyenne) et surtout le Royaume-Uni et l'Espagne qui se situent

sous la moyenne (respectivement de 6 % et 11 %). La consommation par tête en énergie liée au logement va du simple au triple et dépend en partie des conditions climatiques. En France, elle est supérieure de 15 % à la moyenne.

Les consommations liées aux transports (y compris les achats de véhicules) dépassent de 9 % la moyenne de l'UE, derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni (29 % et 24 % au-dessus de la moyenne) mais devant l'Italie et l'Espagne (autour de la moyenne). Les Français privilégient les petites cylindrées, comme les Espagnols et les Italiens. Par ailleurs, le nombre de véhicules par habitant varie du simple au double dans l'UE ; la France se situe juste en dessous de la moyenne selon l'Association des constructeurs européens d'automobiles.

Une consommation élevée en boissons alcoolisées

En France, la consommation par habitant en produits alimentaires et boissons non alcoolisées est supérieure de 4 % à la moyenne de l'UE. Les pratiques alimentaires sont variables d'un pays à l'autre. Un Français achète 3 fois moins de poisson qu'un Portugais, mais 2 fois plus qu'un Allemand et 7 fois plus qu'un Hongrois. En France, les consommations de « lait, fromage et œufs » ainsi que de « pain et céréales » sont particulièrement élevées (respectivement 17 % et 8 % au-dessus de la moyenne de l'UE).

La consommation par tête en boissons alcoolisées, tabac et narcotiques est inférieure de 6 % à la moyenne européenne, mais avec une forte disparité entre composantes. La comparaison entre pays est délicate du fait des achats transfrontaliers suscités par les fortes différences de prix, la « correction territoriale » au titre des achats des non-résidents n'étant réalisée qu'au niveau global de la consommation des ménages, sans qu'on puisse la réaffecter sur

les biens et les services concernés.

La consommation par habitant en boissons alcoolisées est supérieure de 31 % à la moyenne et représente plus du double de celles de l'Italie ou de l'Espagne. La France est notamment l'un des plus gros consommateurs de vin. Ces différences ne doivent toutefois pas être interprétées seulement en quantité d'alcool : le volume n'est pas exprimé en litres, il reflète également des différences de niveau de gamme des produits achetés.

Une consommation plus faible en habillement, hôtellerie-restauration et équipement de la maison

En France, le volume de consommation par tête dans l'ameublement, l'équipement et l'entretien de la maison est inférieur de 9 % à la moyenne de l'UE.

Pour les vêtements et chaussures, la consommation par habitant est inférieure de 23 % à la moyenne (de 19 % pour les chaussures et 25 % pour les vêtements). Ainsi, un Français consomme environ 2 fois moins de ces biens qu'un habitant du Royaume-Uni ou de l'Italie. Son niveau de consommation est équivalent à ceux des Estoniens, des Maltais et des Slovènes. La consommation par habitant en hôtellerie, cafés et restaurants en France est inférieure de 20 % à la moyenne. Elle est 3 fois plus élevée en Espagne qu'en Allemagne. Dans ces services, les ratios de consommation par habitant peuvent être biaisés par le fait que les nuitées d'hôtels et les repas sont en partie consommés par des touristes étrangers.

En France, des prix supérieurs sauf pour la santé et la communication

La France se situe au 10^e rang de l'UE pour le **niveau relatif de prix**, soit 7 % au-dessus de la moyenne (figure 3). Les deux pays les plus proches sont l'Allemagne et la Belgique (respectivement 4 % et 13 % au-dessus de la moyenne).

Les prix français sont relativement élevés pour les « hôtels, cafés et restaurants » (18 % au-dessus de la moyenne, figure 4). Les prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées dépassent de 15 % la moyenne de l'UE. En particulier, la France est le 2^e pays le plus cher d'Europe pour les « fruits, légumes et pommes de terre » et le 3^e pour la viande, dans les deux cas environ 30 % au-dessus de la moyenne.

Pour les prix du tabac, qui dépendent fortement de la fiscalité, la France occupe le 3^e rang de l'UE, 41 % au-dessus de la moyenne, mais loin derrière le Royaume-Uni et l'Irlande où les prix atteignent le double de la moyenne. En revanche, pour les boissons alcoolisées, les prix français sont inférieurs de 6 % à la moyenne, avec des situations contrastées selon le type de boissons.

Les prix de la consommation en logement (y compris eau, électricité, gaz) sont supérieurs de 13 % à la moyenne, malgré un prix de l'énergie domestique équivalent à la moyenne (notamment grâce à un prix de l'électricité plus faible).

À l'inverse, les prix de la santé et de la communication sont légèrement inférieurs à la moyenne (de 2 à 3 %). La concurrence entre opérateurs et la généralisation d'offres groupées contribuent à modérer les prix dans les télécommunications en France. Le niveau de prix français pour la santé (avant remboursement) est le plus bas des pays d'Europe du Nord-Ouest.

Au sein de l'UE, des prix dans un rapport de un à trois

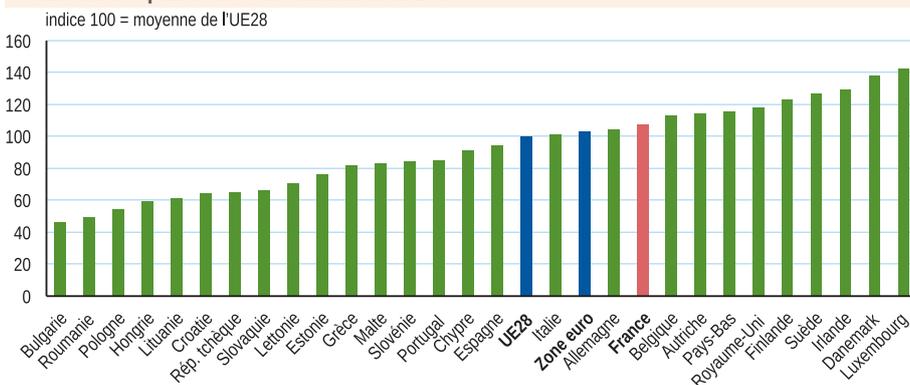
Au sein de l'UE, le pays le plus cher – le Luxembourg – pratique des prix environ 3 fois plus élevés que le moins cher – la Bulgarie. Les positionnements des pays selon les prix ou selon leur niveau de consommation relatif sont en général assez proches : les prix relatifs sont plus élevés dans les pays où les volumes de consommation sont plus élevés et inversement (figure 5). Le Luxembourg mis à part, quatre groupes de pays apparaissent. Tout d'abord, l'Europe du Nord (Danemark, Irlande, Suède, Finlande) avec les prix les plus élevés, de 23 % à 42 % au-dessus de la moyenne de l'UE. Puis 7 pays d'Europe de l'Ouest avec des prix supérieurs également à la moyenne, mais à un moindre niveau (jusqu'à 18 %) : Royaume-Uni, Pays-Bas, Autriche, Belgique, France, Allemagne, Italie. Ces deux groupes ne contiennent que des États de l'UE15. Suivent 6 pays d'Europe méridionale avec des prix inférieurs de 6 % à 18 % à la moyenne : Espagne, Chypre, Portugal, Slovaquie, Malte, Grèce. Enfin, 10 Peco ont les prix les plus bas, inférieurs à la moyenne de 24 % (Estonie) à 54 % (Bulgarie).

En restreignant la comparaison à des pays plus homogènes, les prix français se situent exactement au niveau moyen de l'UE15, et 4 % au-dessus de la moyenne de la zone euro.

Le niveau relatif des prix exprimé dans une monnaie commune dépend du taux de change courant. Ainsi, quand la livre sterling s'est dépréciée entre 2015 et 2018 (-22 %), le niveau relatif des prix au Royaume-Uni par rapport aux autres pays de l'UE a baissé de 13 % sur la même période. D'autres facteurs interviennent également, notamment les différences de productivité, de coût du travail, d'intensité de la concurrence, de structure des réseaux de distribution et de fiscalité (comme pour le tabac).

Entre pays de l'UE, les différences de prix sont plus importantes pour les services que pour les biens à la consommation. Les biens, plus échangeables d'un pays à l'autre que les services, sont plus exposés à la concurrence internationale, ce qui tend à

3 Niveau des prix de la consommation en 2018



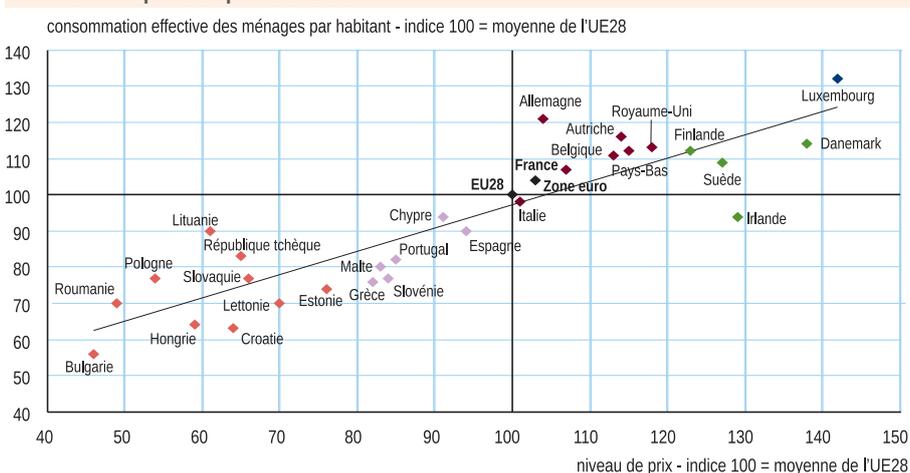
Source : Eurostat

4 Niveaux de prix comparés par catégorie de produits en 2018

	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni	Rang de la France dans l'UE28
Consommation individuelle effective	104	94	107	101	118	10
Alimentation et boissons non alcoolisées	102	95	115	111	94	7
Boissons alcoolisées, tabac et narcotiques	95	85	113	95	157	5
Vêtements et chaussures	99	92	110	101	93	5
Logement, eau, électricité, gaz	111	92	113	91	157	8
Ameublement, équipement ménager et entretien	103	100	106	104	101	6
Santé	103	113	98	122	124	14
Transports	107	87	107	100	105	6
Communication	101	140	97	110	110	16
Loisirs et culture	105	93	109	102	103	7
Éducation	115	92	100	95	129	13
Hôtels, cafés et restaurants	111	86	118	104	107	6
Autres biens et services	100	94	104	100	110	10

Source : Eurostat.

5 Corrélation entre les volumes de consommation effective des ménages par habitant et les niveaux de prix comparés en 2018



Lecture : en 2018, au Luxembourg, le volume de consommation effective des ménages par habitant est supérieur de 32 % à celui de la moyenne de l'UE ; le niveau des prix de la consommation effective des ménages est supérieur de 42 % à celui de la moyenne de l'UE. Source : Eurostat, calculs Insee.

égaliser leurs prix. La dispersion des prix est ainsi dans un rapport de un à deux pour les biens contre un rapport de un à quatre pour les services.

Une convergence quasi continue des niveaux de consommation depuis 1995

Les différences de niveaux de consommation par habitant ont presque été divisées par deux

depuis 1995 dans l'UE comme dans la zone euro. Le **coefficient de variation** des indices de volume de consommation effective par habitant est en effet passé de 42 % à 22 % entre les pays de l'UE, et de 37 % à 19 % entre les pays de la zone euro (figure 6). Les 15 premiers États membres de l'UE ont convergé plus faiblement, car leurs niveaux de vie étaient déjà beaucoup plus homogènes en 1995. Par contre, la majorité des Peco entrés dans l'UE

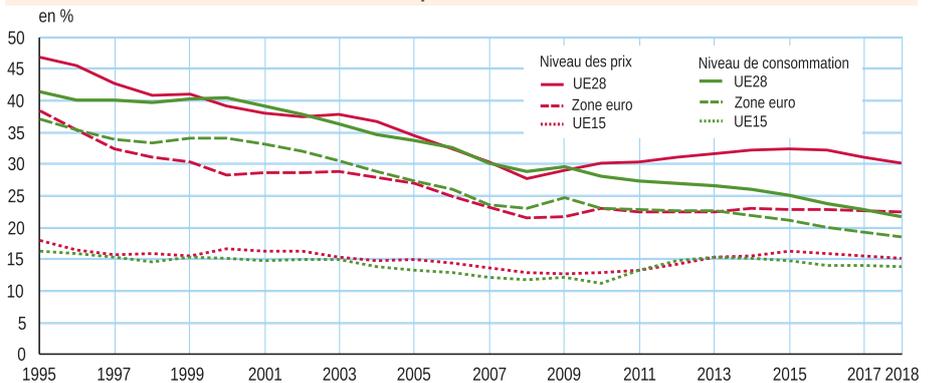
entre 2004 et 2013 se sont sensiblement rapprochés de la moyenne européenne. Excepté une légère inflexion en 2009 due à la crise, le mouvement de convergence entre les 28 pays de l'UE est resté sensible dans la dernière décennie (recul de 7 points du coefficient de variation depuis 2008).

Parallèlement, les différences de prix entre les pays de l'UE se sont aussi fortement atténuées depuis 1995 : le coefficient de variation des indices de prix de ces pays est passé de 47 % à 30 %. Jusqu'en 1999, la convergence des prix a été principalement portée par les pays qui s'apprétaient à créer la zone euro, en raison des critères de Maastricht sur la stabilité des prix et la fixité des taux de change conditionnant l'entrée dans la monnaie unique. Les écarts de prix entre pays se sont à nouveau atténués entre 2004 et 2008 : les 10 pays ayant intégré l'UE en 2004 se sont rapprochés de la moyenne et les pays membres plus anciens ont continué à converger. Mais la tendance s'est inversée avec la récession de 2009 : les écarts de prix se sont légèrement accrus (en particulier pour les services) jusqu'en 2015. En effet, les situations économiques sont devenues plus hétérogènes entre les pays de l'UE à la suite de la crise, même parmi l'UE15. Toutefois, depuis 2016, les indices de prix convergent de nouveau légèrement au sein de l'UE. ■

Sources

Les parités de pouvoir d'achat (PPA) associées aux dépenses de consommation des ménages sont calculées par le **programme d'enquêtes Eurostat-OCDE**. Celui-ci associe les instituts nationaux de statistique de 37 pays (les 28 pays de l'UE et 9 autres pays européens), dont l'Insee pour la France. Ce programme est majoritairement financé par l'UE. Des relevés de prix de produits comparables et représentatifs de la consommation de chaque pays sont effectués. Cela permet le calcul de parités de pouvoir d'achat pour l'ensemble des catégories de biens et de services. Dans cette publication, le champ de l'analyse est restreint à l'Union européenne dans son contour à 28 pays au 1^{er} janvier 2019, et ce pour toute la période couverte (1995-2018). Il en va de même pour la zone

6 Coefficients de variation des niveaux de prix et niveaux de consommation



Lecture : en 2018, au sein de l'UE28, la dispersion des prix mesurée via l'écart-type est égale à 30,2 % de la moyenne.
Source : Eurostat.

euro à 19 membres. Les données 2018 correspondent aux résultats provisoires publiés par Eurostat en juin 2019.

Les **PPA associées aux dépenses individualisables des administrations publiques** sont calculées spécifiquement. Pour l'éducation, le calcul prend en compte le nombre d'élèves et d'étudiants, mais aussi des indicateurs de qualité (programme Pisa d'évaluation des étudiants). Les PPA s'en déduisent en rapportant les dépenses en valeur à l'indice de volume. Pour les hôpitaux, le calcul repose sur des cas-types médicaux communs à tous les pays dont la tarification à l'activité pratiquée dans les établissements hospitaliers permet d'évaluer le prix.

Les indices de niveaux de prix et de volume ne sont pas destinés à classer strictement les pays. En fait, ils fournissent seulement une indication de l'ordre de grandeur des rapports de prix et de volume entre pays. Par ailleurs, une révision des séries chronologiques a été menée fin 2016.

Définitions

La **parité de pouvoir d'achat (PPA)** est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services.

La **consommation effective** des ménages inclut tous les biens et les services acquis par les ménages résidents pour la satisfaction de

leurs besoins, que ces acquisitions aient fait ou non l'objet d'une dépense de leur part. La consommation effective des ménages comprend donc, en plus des biens et des services acquis par leurs propres dépenses de consommation finale, les biens et les services qui, ayant fait l'objet de dépenses de consommation individuelle des administrations publiques ou des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), donnent lieu à des transferts sociaux en nature de leur part vers les ménages.

L'**indice de volume de consommation par habitant**, pour un groupe de produits donné, correspond au niveau relatif des dépenses de consommation exprimé en pourcentage de la moyenne de l'UE, après ajustement des parités de pouvoir d'achat et des différences de population entre pays.

Les **niveaux de prix** comparés en pourcentage de la moyenne de l'UE mesurent les écarts de prix entre un pays et la moyenne européenne. Pour un pays et un produit donnés, ils se calculent comme le rapport entre la PPA et le taux de change du pays par rapport à une monnaie de référence (le taux de change est ici défini comme la quantité de monnaie du pays équivalente à une unité de la monnaie de référence).

Les **pays de l'Europe centrale et orientale (Peco)** au sein de l'UE sont la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la République tchèque, la Slovaquie. Le **coefficient de variation** d'une variable statistique est le rapport entre l'écart-type et la moyenne. Il mesure la dispersion relative.

Direction Générale :
88 avenue Verdier
92541 Montrouge Cedex
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavernier
Rédacteur en chef :
A. Goin
Rédacteurs :
C. Lesdos-Cauhapé
V. Quénechdu
Maquette : B. Rols et RPV
Code Sage : IP191784
ISSN 0997 – 3192 (papier)
ISSN 0997 – 6252 (web)
© Insee 2019

- **Insee Première** figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=116>
- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) : <https://www.insee.fr/fr/information/1405555>

